Wikileaks : qui a peur de la transparence ?

dimanche 12 décembre 2010, par [WAWRZYNIAK Coralie](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2010).

WikiLeaks, c'est un peu le feuilleton à rebondissements depuis quelques semaines. Ce site web publiant des documents et des analyses politiques depuis 2006 est donc devenu en quelques clics un épicerie diplomatique fort dangereux. Les guerres d'Afghanistan et d'Irak sont au cœur des révélations depuis des mois, mais c'est réellement le 28 novembre 2010 que WikiLeaks prend de l'ampleur en révélant des télégrammes de la diplomatie américaine. Par cette opération baptisée « Cablegate » par les médias anglo-saxons, plus de 250 000 documents sont révélés. Relayées par cinq grands quotidiens occidentaux (dont *New York Times*, le *Monde* et *El Pais*), les révélations de WikiLeaks ont suscité de violentes polémiques et des intimidations au plus haut niveau, entraînant d'importants problèmes techniques et financiers pour son fondateur Julian Assange et ses collaborateurs.

Car en effet, certaines révélations dérangent. Certes, que Kadhafi apprécie les jolies filles, que Karzaï est corrompu, que Silvio Berlusconi est trop âgé, que Sarkozy est autoritaire ou que Washington espionne l'ONU, tout ça était déjà plus ou moins connu ! Mais la soudaine transparence des conversations diplomatiques semblent nourrir un certain malaise. Désormais, les correspondances privées pourraient ne plus l'être, et des secrets pourraient ne plus être si bien gardés, de quoi soulever le cœur de quelques impérialismes qui se croyaient protégés grâce à une certaine impunité diplomatique.

On ne peut donc que se réjouir de cette soudaine transparence, de ces fuites qui n'embarrassent finalement que ceux qui méritent réellement d'être embarrassés. Mais il semblerait que cela ne soit pas l'avis de tous, puisque Besson - toujours en première ligne dans ce genre de dossiers - monte au créneau pour dénoncer la dangerosité de ce site et réclamer l'interdiction de l'héberger en France, nous expliquant avec une mauvaise foi déconcertante que la violation du « *secret des relations diplomatiques* » met en danger « *des personnes protégées par le secret diplomatique* ». Si on pouvait avoir des noms et des exemples...

Mais désormais, c'est un fait, WikiLeaks est le site à abattre d'urgence au nom de l'équilibre diplomatique mondial, quitte pour les États-Unis ou la France, à se mettre à la hauteur de la Chine en matière de liberté d'expression. Les nombreux sites miroirs créés par les internautes s'affichent comme de solides ripostes aux intentions liberticides de ces pays, mais seront-elles suffisantes ? Pas sûr. À moins que ces révélations soient « tolérées »...

Il est vrai qu'au final, les seules informations « pertinentes » concernent quasiment uniquement le Moyen-Orient et plus particulièrement l'Iran... de quoi attiser les tensions envers ce pays pour l'isoler encore davantage. On peut aussi s'interroger sur le peu de révélations des dossiers israéliens... Est-ce parce que les diplomates savent tenir leur langue sur ces sujets ou bien parce que les révélations WikiLeaks ne sont pas choisies au hasard ? Dans tous les cas, nous ne pleurerons pas feu le secret diplomatique... il serait bon désormais que des petits frères de Wikileaks s'intéressent aussi à lever le secret bancaire et financier !

En attendant, mardi, la police britannique a arrêté le fondateur Julian Assange à la demande de la justice suédoise pour une toute autre affaire. Ce dernier dément les accusations portées à son encontre et qui ne seraient motivées que par la volonté d'entraver ses activités.

Coralie Wawrzyniak

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 81 (09/12/10).